

L'Égypte et les relations extérieures de la Hongrie, 1947–1957

LÁSZLÓ J. NAGY



La marge d'action de la Hongrie dans les affaires étrangères a été plus que serrée au cours de la période examinée. Son système de relations extérieures n'était en effet qu'un moyen entre les mains de la diplomatie soviétique. Les pays arabes – et l'espace méditerranéen en général – ne suscitaient guère l'intérêt de Moscou.

L'Union soviétique et les pays socialistes se concentraient exclusivement sur l'Europe, notamment sur la question allemande. Ils ont commencé à se détacher de ce concept, que l'on peut qualifier de continentaliste, seulement au lendemain de la mort de Staline. Ils ont ensuite élaboré une stratégie *globaliste* qu'ils ont formulé lors du 20e congrès du PCUS (février 1956). C'est à ce moment qu'a eu lieu la réhabilitation de la bourgeoisie nationale qui avait été auparavant qualifiée de laquais de l'impérialisme.

Après la crise de Suez, les pays du bloc de l'Est s'engagèrent dans la Méditerranée et, en général, dans le Tiers Monde. Pour ce faire, ils utilisèrent les forums internationaux, ils encoururent aussi parfois des risques de conflit en attribuant une importance grandissante, voire une trop grande importance (on peut le dire), aux nouveaux Etats appelés « alliés naturels » dans leur stratégie en matière de relations internationales.

C'est ce contexte idéologico-politique qui détermina les relations de la Hongrie avec les pays arabes. L'étude de ces relations fournit des éléments intéressants non seulement pour l'histoire de la diplomatie hongroise mais également pour celle de toute la région arabe.

Le ministre plénipotentiaire de la République Hongroise Viktor Cholnoky (gendre du président de la République Zoltan Tildy) arriva au Caire en novembre 1947 et présenta ses lettres de créances le 29 décembre de la même année, événement dont la presse égyptienne a rendu compte en détail. Le 31 mars 1948 le roi Farouk le reçut en audience particulière. Le Journal d'Égypte, dans son compte rendu, annonça également que la Hongrie accordait un crédit de 350 mille livres égyptiennes pour l'achat de coton. Le souverain qui, quelques jours auparavant avait distribué trois mille feddan de sa propre propriété foncière parmi les fel-

lahs, avait manifesté un vif intérêt pour la réforme agraire hongroise et fit remarquer que « de toute manière, l'agriculture hongroise jouissait d'une bonne réputation en Egypte. »¹

L'héritier du trône Mohamed Ali, qui avait reçu Chornoky le 16 janvier, s'intéressait aussi à l'agriculture et déclara catégoriquement que « ce que vous avez fait autour de la réforme agraire a été très incorrect ». Selon lui, c'était exagéré que l'on confisquât les biens de gens honnêtes – comme par exemple ceux d'Esterhazy. »²

Le diplomate hongrois était arrivé en Egypte au moment où la tension était arrivée à son paroxysme dans la région. Le souverain lui-même exprima lors de l'audience sus-mentionnée que la guerre était inévitable et qu'elle éclaterait sous peu au Proche-Orient. Dans le rapport de l'ambassade consacré au problème palestinien une image réaliste est donnée sur la position des Etats arabe: la Ligue Arabe était complètement divisée quoique « ses membres donnent naturellement des déclarations fantastiques. »³

Le ministre, examinant les pays de la région les uns après les autres, constata que l'Egypte était contre l'intervention pour des raisons politique, économique et militaire, la Transjordanie et l'Irak contre la nomination au poste de chef militaire de Fawzi al Kawakidji, la Syrie contre le passage sur son territoire des troupes irakiennes et l'Irak contre le passage des troupes saoudiennes. Il n'y avait pas d'accord non plus sur la formation du gouvernement arabe palestinien émigré. Le problème principal était qu'Abdallah, souverain transjordanien voulait annexer la Palestine.

A propos de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, il appelle à la prudence :

« Etant donné nos intérêts économiques importants dans la région, les réactions prévues des Etats arabes, le fort retentissement d'un tel événement dans la presse internationale, à l'occasion de la proclamation éventuelle d'un Etat juif indépendant le 15 mai prochain, je recommande, pour les déclarations des personnalités responsables, prudence et réserve jusqu'au moment où, dans la question de la reconnaissance, une décision soit prise et ce après l'examen de la situation toute entière (c'est l'auteur qui souligne – L. J. N.) Les manifestations de sympathie, sans objectif politique sont à éviter ».⁴

¹ Archives Nationales Hongroises (ANH), Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE), Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a boîte No. 17. Document No. 113.

² *Ibid.* Document No. 116. L'héritier du trône connaissait bien la Hongrie: avant la Première guerre mondiale il s'est rendu souvent à Budapest et, dans le Theresianum de Vienne il poursuivait ses études avec plusieurs étudiants hongrois. Parmi eux, il a mentionné le Premier ministre Istvan Bethlen.

³ ANH, AMEA, Documents de l'Ambassade du Caire XIX-J-11a, boîte No 17. (rapport du 13 décembre 1947).

⁴ *Ibid.* Télégramme le 10 mai 1948.

Dans son rapport rédigé au lendemain de l'éclatement de la guerre, il évoque comme motif principal du conflit le pétrole: « La question du pétrole est peut-être la force motrice la plus importante des intérêts politiques au Proche-Orient, tout lien logique menant finalement au pétrole ».⁵

La Hongrie n'a reconnu l'Etat d'Israël que quelques semaines après sa création. Cela fut apprécié au Caire car « la Hongrie ne s'est pas précipitée dans cette reconnaissance. En revanche, la reconnaissance par les Etats-Unis suscita un vif mécontentement en Egypte. »⁶

Ce fut l'un des derniers rapports du ministre Viktor Chornoky. Il fut rappelé et, deux jours après, le 23 juillet, arrêté. Il fut accusé de haute trahison, d'espionnage, fut condamné à la peine capitale et fut exécuté le 7 décembre 1948.⁷

Le destin tragique de M. Victor Chornoky montre que dans les relations politiques égypto-hongroises, on ne peut guère s'attendre à une amélioration quelle qu'elle soit. En revanche, les relations économiques que régulaient les contacts conclus en 1930, mais qui étaient toujours en vigueur, n'en étaient pas affectées. Selon le mémoire rédigé en 1955 sur les relations économiques entre l'Egypte et la Hongrie, le chiffre d'affaires du commerce entre les deux pays avait été stable entre 1949 et 1955 et le bilan – à l'exception de celui de l'année 1950 – positif pour la Hongrie. Le chiffre moyen total des échanges s'était approché pour les années mentionnées des 3 millions de livres égyptiennes. La Hongrie acheta 40 mille balles de coton à l'Egypte et y exporta des produits industriels (machines-outils, voitures de chemin de fer, produits chimiques).⁸

Dès l'automne 1947, les pays de l'Est, donc la Hongrie aussi, menèrent une politique extérieure conforme à l'analyse de la situation et à la conclusion de Jdanov: celui qui ne s'est pas aligné sur la ligne kominformiste soviétique est considéré comme ennemi. Cela voulait dire, pour l'Egypte aussi, que l'ambassade n'avait guère de relations avec les représentants de la politique officielle et que les rapports mêmes se reposaient plutôt sur des informations obtenues grâce à des groupes communistes concurrents. Cependant, c'est ce qui permit à l'ambassade d'acquérir des informations exactes sur le mouvement des Officiers libres.

Le coup d'Etat du 23 juillet 1952 fut jugé de façon très négative par le mouvement communiste international: il le qualifia de dictature militaire à tendance fa-

⁵ *Ibid.* Rapport du 16 mai 1948.

⁶ *Ibid.* Rapport du 27 juin 1948.

⁷ Il a été victime du complot contre la République monté par les communistes. Il a été réhabilité en 1992. Dans son rapport rédigé sur le rappel de M. Chornoky, le chargé d'affaires M. P. Nagy relate que l'histoire « a fait l'effet d'une bombe » dans les milieux diplomatiques du Caire. Ce n'est que le diplomate russe qui n'a pas manifesté d'étonnement. Il a simplement « pris acte » de la nouvelle. *Ibid.* Rapport du août 1948.

⁸ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire XIX-J-11a, boîte No. 4. Document No. 0037/1955.

siste, derrière laquelle se trouvaient les Américains qui voulaient supplanter les Anglais dans la région.⁹

Le mouvement communiste égyptien, n'ayant pas d'influence en dehors des milieux intellectuels, était fortement divisé. Le poète et propriétaire d'un journal, Ibrahim Abdel Halim, dirigeant de l'un de ces mouvements communistes, le Mouvement démocratique pour la libération nationale (en arabe: HADITU) raconta en détail les événements de la politique intérieure à l'ambassade au début du mois d'août. Il parla favorablement du groupe des Officiers libres, du « mouvement Négib » comme il le nomma. Il fit ainsi fait allusion au fait qu'à ce moment-là le général était le seul membre populaire et connu dans le groupe. Parmi les 18 officiers dirigeants, quatre sympathisaient avec la gauche, les autres étaient nationalistes. Il ajouta que les Etats-Unis, malgré leurs gestes de sympathie, ne seraient pas à même d'user de leur influence dans le mouvement des Officiers libres.¹⁰ Nous savons déjà qu'Ibrahim Abdel Halim avait disposé d'informations exactes puisque son groupe communiste avait maintenu des relations étroites avec les Officiers libres avant même la prise du pouvoir. C'est dans son imprimerie que le journal intitulé *La voix des Officiers Libres* était imprimé.¹¹

L'ambassade de Hongrie cherchait à profiter des relations existantes pour se renseigner sur le caractère et sur les objectifs du nouveau pouvoir. C'est ainsi qu'a eu lieu, à la mi-octobre, l'entrevue chez Ahmed El Guindi, entrepreneur intéressé dans le commerce égypto-hongrois, avec le colonel des forces aériennes Gamel Salem qui appartenait au groupe restreint des Officiers libres et qui était membre du Conseil de révolution. Lors de l'entrevue à caractère privé Gamel Salem décrit de la façon suivante la nouvelle Egypte: « En ce qui concerne l'influence soit de l'Occident soit de l'Est sur la situation intérieure de l'Egypte, il fait une remarque dont la véracité ne sera justifiée que par l'Histoire elle-même, à savoir que l'Occident prétend qu'ils agissent sur les ordres de l'Est tandis que l'Est suppose qu'ils sont aux mains de l'Occident, or il ne s'agit que du mouvement de l'Egypte pour le bien des Egyptiens. Ils veulent l'Indépendance et une meilleure vie pour leur peuple; ils voient cependant que le chemin sera difficile; toutefois, ils sont sûrs de réussir. »¹²

Les pays socialistes purent prendre connaissance plus tard du caractère nationaliste du nouveau pouvoir : l'Egypte nassérienne ne s'est point révélée « une alliée naturelle en 1952 » facilement. L'image de l'Egypte ne changea pas. La presse hongroise publia les commentaires soviétiques et les informations des agences de

⁹ *Szabad Nép* [Le Peuple libre], les 24 juillet et 12 août 1952; *Tartós békéért, népi demokráciáért* [Pour la paix durable, pour la démocratie populaire], le 14 septembre 1952. Les constatations sur les objectifs des Américains se sont cependant avérées justes.

¹⁰ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a, boîte No. 1. Document No. 126. (le 8 août 1952).

¹¹ F.-R. Didor, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990). Du Caire à Alger, Paris et Genève*. Paris 1997, 86-87.

¹² ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a, boîte No. 1. Document No. 145. (le 22 octobre 1952).

presse sans commentaire. La prise de position sur les événements d'Égypte se manifesta en fonction de la rivalité entre les grandes puissances traditionnelles de la région – la France, la Grande-Bretagne – et les États-Unis, et aussi en fonction de la question allemande (intégration de la R. F. A. dans le système politico-économique et militaire de l'Europe de l'Ouest).¹³

En ce qui concerne les relations égypto-hongroises jusqu'en 1955, on ne peut parler ni d'élargissement ni d'approfondissement. Or, dès cette date, la situation changea considérablement: le rapprochement entre l'Égypte et les pays socialistes, dont la Hongrie, est de plus en plus marqué. Déjà au début de l'année, une volonté d'élargir les rapports avait été exprimée au Caire. Cette tendance coïncide avec les changements commencés non seulement dans la politique extérieure des pays socialistes, mais aussi dans l'ensemble des relations internationales.

En avril, comme signe de changements et pour refuser le monde bipolaire, le mouvement des pays non-alignés à Bandung vit le jour. C'est ici que la stature politique de Nasser est devenue réellement internationale. C'est à Bandung lors de la rencontre entre Tsou En-laï et Nasser qu'il a été décidé de renforcer les relations entre l'Égypte et la Chine et – selon toute probabilité – que le Caire a décidé d'acheter des armes aux pays socialistes.

L'intention de l'Égypte d'acheter des armes aux pays socialistes n'était pas une idée nouvelle, la proposition ne date pas de la conférence de Bandung. L'Égypte avait fait les premiers pas assez tôt pour tâter même la Hongrie.

Le 27 novembre 1951, le chargé d'affaires égyptien, Amransy rendit visite au premier ministre adjoint des Affaires étrangères, le secrétaire du Comité central du Parti communiste hongrois, M. Andor Berei et exprima le souhait de son pays d'élargir les relations commerciales et économiques avec l'Union soviétique et les démocraties populaires. Il signala aussi qu'ils voulaient acheter des armes en Hongrie. M. Berei fit allusion aux demandes précédentes lorsqu'il répondit que « nous n'avons pas pu satisfaire aux demandes précédentes car nous ne fabriquons pas ce genre d'armes » (c. à. d. des armes lourdes – L. J. N.). Le chargé d'affaires précisa que l'Égypte s'intéressait à toutes sortes d'armes. A la fin de la discussion, M. Berei se chargea d'examiner la question.¹⁴

Le 9 février 1955, Anad El Kouni, directeur du Département politique du Ministère des Affaires étrangères, lors de l'entretien avec l'ambassadeur hongrois « posa la question de savoir si notre volonté de coopération économique avec l'Égypte englobait également la fourniture d'armes. » L'ambassadeur, dans sa réponse négative, nota que « la préoccupation pour les armes de la part de l'Égypte s'était déjà manifestée ces dernières années et représentait chaque fois un moment où l'Égypte s'était relativement isolée de l'Ouest ou s'était dressée contre sa pression. » Le directeur voulait également savoir si les autres pays socialistes

¹³ *Szabad Nép* du 15 août publie les informations de l'agence de presse soviétique TASS selon lesquelles dans l'armée égyptienne il y a des officiers de la R. F. A. et ils se sont aussi impliqués dans le coup d'État.

¹⁴ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a boîte No. 1., document No. 87. (le novembre 1951).

étaient prêts à fournir des armes. Quinze jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères, M. Fawzi, avec qui « il avait mené des négociations dans une ambiance particulièrement amicale », proposa que la délégation hongroise, lors de sa visite prochaine, se rende chez le général Roghab, inspecteur général des usines d'armement.¹⁵

L'achat d'armes fut à chaque fois une initiative égyptienne; dans ce domaine il y eut une continuité entre l'Égypte monarchiste et nassérienne. C'est surtout après la démarche britannique humiliante de février 1942 que le Caire a voulu renforcer son armée nationale et se débarrasser de tout ce qui l'avait lié à la Grande-Bretagne. C'est, entre autres, à cause de cela, qu'il refusa l'adhésion au système d'alliance militaire (au Commandement suprême allié au Moyen-Orient).

Nasser avait déjà proposé l'achat d'armes à Moscou en juin 1954, mais il avait toujours reporté la concrétisation de la demande. La demande concrète parvint à la capitale soviétique quelques jours avant l'ouverture de la conférence de Bandung et, à la demande du Caire, le 12 avril, les négociations commencèrent à Prague. Le 16 juin, à la session du Comité central du P. C., le maréchal Joukov et le ministre adjoint des Affaires étrangères Gromyko proposèrent la conclusion du marché d'armes. Le contrat fut signé le 12 septembre à Prague avec les Tchécoslovaques et, quelques semaines plus tard, au même endroit avec les Polonais qui fournirent des navires de guerre.¹⁶

Le marché d'armes est la première démarche concrète visant à s'éloigner des puissances occidentales. Il renforça la position de Nasser ébranlée par la signature du traité avec les Britanniques. Après la conclusion du marché d'armes, l'Égypte manifesta de plus en plus nettement son désir d'intensifier les relations avec les pays socialistes.

En octobre 1955, Budapest et le Caire décidèrent d'élever leur représentation diplomatique du rang de la légation à celui de l'ambassade. Lors de la séance de novembre de l'Assemblée nationale, le Premier ministre M. András Hegedús parla du « développement heureux des relations » avec l'Égypte, l'Inde et la Birmanie. Il mentionna l'échange d'ambassadeurs et annonça que le président Nasser avait accepté l'invitation du gouvernement hongrois et se rendrait l'année suivante en Hongrie.¹⁷

Le chiffre d'affaires du commerce entre le premier trimestre de l'année 1955 et juin 1956 plus que doubla. La Hongrie se présenta au marché égyptien avec 16 nouveaux produits (locomotive à moteur diesel, transformateur, pont etc.).¹⁸ Au

¹⁵ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a, boîte No. 3., document No. 0013/11/1955 (rapports des 9 et 23 février). Le chef de la délégation hongroise était M. Ferenc Biró, le ministre adjoint de l'Industrie lourde.

¹⁶ L. Rúcher, « L'URSS et la crise de Suez, » *Communisme*, 48-50, 155-156.

¹⁷ *Szabad Nép* (Le Peuple libre), le 16 novembre 1955. L'invitation officielle destinée au président égyptien a été transmise par M. Fathe Radman, ministre des Transports, lors de sa visite en août dernier.

¹⁸ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a, boîte No. 4., document No. 0189/1956 (Rapport sur le commerce extérieur de l'Égypte).

printemps 1956, M. Lajos Bebrits, ministre des Transports et de la Poste effectua une visite officielle en Egypte. C'est alors que l'accord sur le transport des locomotives à moteur diesel fut signé.¹⁹

Avec le Soudan devenu indépendant, nous avons aussitôt établi des contacts; déjà au printemps 1955, une délégation hongroise était partie pour Khartoum afin de sonder les possibilités. Le 1er janvier 1956, le jour de la proclamation de l'indépendance, Budapest reconnut officiellement la République du Soudan et établit des relations diplomatiques. M. György Zádor, ambassadeur en l'Egypte a été accrédité à Khartoum et il est arrivé – en premier parmi les représentants des puissances européennes – à la capitale soudanaise au début de février 1956. La présentation de ses lettres de créances a eu lieu le 10 mars de la même année. Il mena des négociations avec le Premier ministre Ismail El Azhari qui déclara qu'ils souhaitaient élargir leurs relations avec les pays socialistes. Il demanda des spécialistes pour faire évaluer les possibilités de son pays. Ils voulaient industrialiser leur pays et se sont particulièrement concentrés sur le développement de l'agriculture.²⁰

La visite à Budapest du président égyptien fait partie d'un tour en Europe de l'Est à partir de Moscou. Selon la première version, Nasser serait arrivé de Prague le 5 septembre et serait reparti pour Bucarest le 7. La date de l'arrivée fut reportée au 8, puis au premier septembre. En juillet le programme détaillé que le chargé d'affaires hongrois avait élaboré avec M. Ali Sabri fut mis au point. Hormi les visites officielles ont figuré dans le programme des événements culturels (spectacle de l'Ensemble folklorique), de tourisme (le lac Balaton), une promenade dans le centre de la capitale, visite du chemin de fer des pionniers, visite dans l'usine Ganz. Nasser aurait été honoré du titre de citoyen d'honneur de Budapest.²¹ La planification économique et les problèmes de l'industrialisation auraient été au centre des discussions.

Cependant, au début du mois d'août, vu la situation internationale de plus en plus tendue à cause de la nationalisation du canal de Suez, Nasser annula ses voyages.

La guerre de Suez eut lieu au même moment que le soulèvement hongrois (« crise parallèle »). L'opinion publique arabe ne s'est pas préoccupée – pour des raisons évidentes – des événements en Hongrie. Cela ne voulait pas dire pour autant que les dirigeants arabes avaient approuvé l'intervention soviétique, mais qu'ils voulaient le même jugement envers les peuples arabes – égyptien et algérien avant tout – qu'envers le peuple hongrois. En d'autres termes que les deux événements ne soient pas jugés sur deux échelles différentes. C'est le président Bourguiba qui l'a exprimé le plus clairement: « L'Union soviétique n'a pas hésité à intervenir de la façon la plus brutale et la plus inhumaine pour étouffer la ré-

¹⁹ *Szabad Nép* (Le Peuple libre), les 1er avril, 28 et 29 mai 1956. Reportage sur la visite.

²⁰ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a, boîte No. 5., Rapport sur les relations soudano-hongroises (les 30 mars et 28 avril 1956).

²¹ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, boîte No. 8., XIX-J-11a, documents Nos. 0107/2 et 0107/3 (Rapport du chargé d'affaires des 19 et 21 du juillet).

volte du peuple hongrois. Pendant que certains pays s'indignaient de ce qui se passait en Egypte, d'autres s'indignaient de ce qui se déroulait en Hongrie. Cette indignation nous paraît peu sincère. En matière de relations internationales, la duplicité est destructive et dangereuse. L'accord est total avec Guy Mollet, quoique cela soit chose rare, lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas de paix dans la servitude. C'est assurément vrai pour la Hongrie. Mais pourquoi en serait-il autrement pour l'Algérie? »²²

La lettre de Boulganine de novembre aux Premiers ministres israélien, britannique et français dans laquelle il laisse entendre la possibilité d'une intervention militaire eut un grand retentissement dans le monde arabe. L'opinion arabe l'a bien apprécié et y a vu une nouvelle preuve du soutien indiscutable et ferme de Moscou vis-à-vis de l'Egypte et des mouvements nationalistes d'émancipation des colonies. L'article du Journal tunisien *Al Sabah* exprime bien cette atmosphère: « Nous sommes convenus que c'est la « bombe Boulganine » qui a permis d'aboutir si vite à ce résultat. »²³ (à savoir la cessation des combats – L. J. N.)

L'accroissement du prestige de l'Union soviétique dans les pays arabes permit au gouvernement Kádár, imposé par Moscou après l'écrasement du soulèvement, de tenter avec succès de sortir de son isolement international. En effet, c'était le but de la délégation de bons offices qui, à l'été 1957, sous la direction du Premier ministre adjoint Károly Szarka, s'est rendue dans plusieurs pays arabes et africains. C'est alors que le comité spécial de l'ONU (le « comité des Cinq ») rédigea son rapport sur l'affaire hongroise qu'il voulait soumettre à l'Assemblée générale. La délégation voulut gagner les voix des Etats arabes dans le débat du mois d'automne de la même année. La situation du gouvernement hongrois fut facilitée dans cette ambition par le fait qu'en Egypte et en Syrie – à l'instar de la position soviétique – on avait vu un rapport entre les événements en Hongrie et ceux au Proche-Orient. Nasser qui, le 29 août, avait reçu la délégation de bons offices à son domicile et l'avait assurée de son soutien parce qu' » à l'ONU, l'affaire hongroise servait de propagande et notamment de propagande contre l'Union soviétique. »²⁴ Mais d'ajouter aussitôt qu'il n'était pas probable selon lui que l'on empêcherait la mise à l'ordre du jour de l'affaire hongroise. A part l'Egypte, il était certain que la Syrie soutiendrait également le gouvernement hongrois. A Damas, devant la délégation hongroise, les hommes politiques syriens avaient déclaré que les puissances occidentales ne parlaient de l'affaire hongroise que pour obscurcir leur agression contre l'Algérie et Oman et obscurcir le complot contre les Arabes.²⁵ Nasser trouva que le comportement de la Lybie était incer-

²² *Action*, le 12 novembre 1956. Il a répété la même chose dans son discours prononcé à l'ONU.

²³ *Al Sabah*, le 7 novembre 1956, Archives d'Outre-mer (Aix-en-Provence), 36H1, Présidence du Conseil, Secrétariat général du gouvernement, Afrique du Nord (Articles et Documents).

²⁴ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire, XIX-J-11a boîte No. 11., document No. 096/1/1957. (Rapport de l'ambassadeur).

²⁵ *Népszabadság* [Liberté du peuple], le septembre 1957.

tain, le Yemen – comme il cherchait à mener une politique indépendante – pouvait être gagné. Cependant ce ne fut pas le cas de la Jordanie, du Liban, de l'Irak, de l'Arabie saoudite sous influence américaine et du Soudan sous celle des Britanniques. Pour la Tunisie, la délégation hongroise ne reçut pas de visa d'entrée car le pays faisait partie du Comité des Cinq. Le Maroc lui aussi eut quelques réticences à l'égard des relations politico-diplomatiques, mais manifesta son désir d'établir des relations d'ordre commercial.²⁶

La visite de la délégation ne fut pas inutile. Le rapport du Comité des Cinq fut mis à l'ordre du jour. Toutefois, une partie des pays arabes, dans les cinq années qui ont suivi, quand l'affaire hongroise figura à l'ordre du jour de l'ONU, vota soit avec le gouvernement hongrois soit s'abstint. C'est ce que leur intérêt en matière de politique extérieure leur avait dicté de faire.

En 1957, un mouvement politico-diplomatique de tendance opposée commença à se faire connaître. Au cours de l'été et de l'automne, de nombreuses délégations égyptiennes et de syriennes (des parlementaires, des journalistes, etc.) et des ministres (des Transports, de la Défense, des Finances) se rendirent en Hongrie. Avec ces pays, le chiffre d'affaires du commerce augmenta. On y acheta entre autres des équipements militaires (vêtements, instruments de transmission, etc.). L'ambassadeur français à Budapest, faisant allusion à la fréquence et à la réciprocité des visites parle, dans son rapport envoyé au Quai d'Orsay, de « fréquentations orientales » et « d'offensive commerciale » en Hongrie.²⁷

²⁶ ANH, AMAE, Documents de l'Ambassade du Caire XIX-J-11a, boîte No. 11, document No. 062 (le 19 juin 1957). La Hongrie a établi des relations diplomatiques avec le Maroc le 25 octobre 1959.

²⁷ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Fonds Europe, Série 18, sous-série 23, dossier 14, télégramme No. 1462 (le septembre 1957).